

ARRETE MUNICIPAL

N°2024/PM/100

**OBJET : VOIRIE – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – MISE EN PLACE D’UNE TERRASSE EXTERIEURE – ETABLISSEMENT « SNACK SHOW » - 44, RUE DU GÉNÉRAL LECLERC – 77370 NANGIS – MONSIEUR SIKYUREK HIKMET.**

Nolwenn LE BOUTER, Maire de la commune de Nangis,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Code Général de la propriété des personnes publiques (Article L2111-1),  
**VU** l’article R.644-2-1du Code Pénal (décret n°2022-185 du 15 février 2022),  
**VU** le Code de la Voirie Routière,  
**VU** l’instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,  
**VU** l’arrêté municipal n°2023/035 en date du 14/12/2023 portant réglementation des terrasses, des contre-terrasses et étalages installés sur le domaine public,  
**VU** la décision du Maire n°2024/DG/NLB/FB/VP/DL/001 en date du 05/01/2024 fixant les tarifs des droits d’occupation du domaine public, des locations de matériel et d’intervention à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024,  
**VU** l’arrêté municipal n°2021/SG/MH/NV/358 en date du 23/10/2021, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Philippe DUCQ, 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire,  
**CONSIDÉRANT** la demande de Monsieur SIKYUREK Hikmet, gérant de l’établissement « SNACK SHOW », enregistré sous le numéro SIRET 851 203 703 00018, RCS MELUN,  
**CONSIDÉRANT** que la mise en place d’une terrasse extérieure nécessite une emprise sur le domaine public,  
**CONSIDÉRANT** que le dossier présenté par Monsieur SIKYUREK Hikmet en date du 21/03/2024 répond aux conditions fixées par l’arrêté municipal n°2023/035,

**Information aux riverains:** Affichage de l’arrêté municipal selon la réglementation en vigueur.

**ARRÊTE**

**Article 1 :** Monsieur SIKYUREK Hikmet est autorisé, **du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024,** à mettre en place une terrasse extérieure d’une superficie de 9,92 m<sup>2</sup> le long de la devanture de l’établissement « SNACK SHOW ».

**Article 2 :** Monsieur SIKYUREK Hikmet devra se conformer en tout temps à la stricte application de l’arrêté municipal n°2023/035 édicté en date du 14/12/2023 portant réglementation des terrasses, des contre-terrasses et étalages installés sur le domaine public.

**Article 3 :** Un exemplaire de l'arrêté municipal n°2023/035 portant réglementation des terrasses, des contre-terrasses et étalages installés sur le domaine public est joint au présent.

**Article 4 :** L'occupation du domaine public sera facturée à Monsieur SIKYUREK Hikmet suivant la décision du Maire précitée, à savoir :

- 9,92 m<sup>2</sup> x 17,00 € x 1 an = 168,64 €

**Article 5 :** Le présent arrêté municipal sera affiché de manière permanente dans l'établissement par Monsieur SIKYUREK Hikmet.

**Article 6 :** Toutes infractions aux présentes dispositions seront constatées et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

**Article 7 :** Le Directeur Général des Services est chargé, de l'exécution du présent arrêté municipal, publié sur le site internet de la ville pour une durée de 3 mois à compter de la signature dudit arrêté municipal.

**Article 8 :** Affichage de l'arrêté municipal selon la réglementation en vigueur.

**Article 9 :** Copie de cet acte sera transmise à:

- ✉ - Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Nangis,
- ✉ - Monsieur le Commandant du Centre d'Incendie et de Secours de Nangis,
- ✉ - Monsieur le Directeur Général des Services,
- ✉ - Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,
- ✉ - Madame la Directrice du service financier,
- ✉ - Monsieur SIKYUREK Hikmet.

Fait à Nangis, le 03 / 04 /2024

Pour le Maire et par délégation,  
Le 2<sup>ème</sup> Adjoint au Maire en charge  
de la sécurité et de la tranquillité publique

Philippe DUCQ

Acte non transmissible en Sous-Préfecture  
Rendu exécutoire par la publication  
ou notification  
le 03/04/2024

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Melun dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)